

PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Rhône-Alpes

Unité territoriale des deux Savoie

Annecy, le 16 janvier 2015

Affaire suivie par : Francis VIALETES
Cellule territoriale
Tél. : 04 50 08 09 11
Télécopie : 04 50 08 09 20
Courriel :
francis.vialettes@developpement-durable.gouv.fr.

UT7374-G4-14-817-FV0112

- OBJET** :
- Installations classées pour la protection de l'environnement
 - Mise en place des garanties financières pour la mise en sécurité des installations en cas de cessation d'activité
- REFER** :
- Articles L. 516-1, L. 516-2, et R. 516-1 à R. 516-6 du code de l'environnement
 - Arrêté préfectoral n° 2009.2882 en date du 14 octobre 2009 réglementant le site
 - Transmission préfectorale en date du 25 novembre 2014
- P. J.** :
- Courrier de madame la ministre de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie en date du 4 juillet 2014
 - Note de la direction générale de la prévention des risques du MEDD en date du 26 septembre 2014

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAVOIE

Société HACER Traitements de Surface à Cluses

Activité de traitement de surface à façon

Rapport de l'inspecteur de l'environnement

Adresse de l'établissement et de son siège social : 47 allée du Mont-Blanc - B.P. 60
74301 CLUSES Cedex

Code S3IC de l'établissement : 61.4577

Priorité DREAL : P1N

Par transmission en date du 25 novembre 2014, monsieur le préfet de la Haute-Savoie nous a sollicité pour avis et observations à l'égard d'un courrier avec pièces jointes que la société HACER Traitements de Surface lui a adressé, et par lequel celle-ci fait part des difficultés qu'elle rencontre afin de constituer les garanties financières imposées par la réglementation en vigueur.

Ces garanties financières visent à permettre la mise en sécurité de son établissement sis 47 allée du Mont-Blanc à Cluses conformément aux dispositions prévues à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement, en cas de cessation d'activité et de défaillance de la société.

Elles découlent plus globalement des articles L. 516-1, L. 516-2, et R. 516-1 à R. 516-6 du même code.

Leur constitution peut résulter notamment, au choix de l'exploitant, de l'engagement écrit d'un établissement de crédit, d'une consignation auprès de la Caisse des dépôts et consignations ou d'un fonds de garantie privé.

Un arrêté ministériel en date du 31 mai 2012 définit la liste des installations concernées et l'échéancier de mise en œuvre pour les installations existantes.

La société HACER Traitements de Surface s'avère être concernée au titre de la rubrique n° 2565 de la nomenclature des installations classées, dans la mesure où elle exploite une installation de traitement de surface par voie électrolytique ou chimique soumise à autorisation.

Son établissement situé 47 allée du Mont-Blanc à Cluses est réglementé par un arrêté préfectoral en date du 14 octobre 2009, pour un volume de bain autorisé de 176 630 litres.

De ce fait, et s'agissant d'une installation existante, la société HACER Traitements de Surface est tenue de constituer des garanties financières à hauteur de 20% dans un délai de deux ans à compter du 1^{er} juillet 2012, les 80 % restants étant à constituer au cours des huit années suivantes à raison de 10 % par an si elle fait appel à la Caisse des dépôts et consignations, ou au cours des quatre années suivantes à raison de 20 % par an dans les autres cas (établissement de crédit, fonds de garantie privé,...).

Par courrier daté du 5 mai 2014, complété et modifié le 15 septembre 2014, l'exploitant a transmis une proposition de montant des garanties financières.

Cette proposition n'a pas soulevé d'objection dans sa version finale de la part de l'inspection des installations classées, et a fait l'objet d'un projet d'arrêté soumis à l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de la Haute-Savoie lors de sa séance du 12 novembre 2014.

Le montant des garanties financières a été évalué à 246 205 euros TTC.

Dans le courrier faisant part de ses difficultés pour constituer les dites garanties, la société HACER Traitements de Surface apporte les informations suivantes :

- ses difficultés sont récurrentes et trouvent leur origine dans la réduction des volumes de pièces à traiter dans la vallée de l'Arve et des décisions de gestion tardives pour réduire la taille de la société,

- la société a été placée en redressement judiciaire le 25 août 2009 et un plan de continuation a été adopté le 18 mai 2010,
- les efforts de restructuration ont été importants et constants, avec une réduction d'effectif qui a porté le nombre de salariés de 150 en 2009 à 80 aujourd'hui,
- le passif restant encore à rembourser ainsi qu'une rentabilité déficiente rendent difficile la constitution des garanties financières, d'autant que la société n'est pas éligible au fonds de garantie mis en place par la Fédération des Industries Mécaniques (FIM) au travers de la Caisse Mutuelle de Garantie des Industries Mécaniques (CMGM), en raison de sa notation en Banque de France insuffisante,
- une solution du type assurance est en cours de recherche, mais avec la crainte également d'un refus,
- l'impossibilité de souscrire aux dispositifs précités nécessite de bloquer intégralement le montant des garanties financières (en faisant appel à la Caisse des dépôts et consignations), sur une trésorerie déjà très fragile,
- un prélèvement supplémentaire sur la trésorerie de l'entreprise pourrait avoir des conséquences importantes sur ses activités qu'elle s'efforce de maintenir,
- l'exploitant se tient néanmoins à la disposition des services de l'Etat pour rechercher une solution qui puisse répondre au dispositif des garanties financières, sans nuire à la situation de son entreprise.

Les difficultés exposées par la société HACER Traitements de Surface sont pour le moins regrettables.

Il y a lieu de signaler à cet égard que dans une note en date du 26 septembre 2014 dont copie ci-jointe, la direction générale de la prévention des risques du ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie indique qu'elle compte proposer un ajustement du délai de constitution des garanties financières, suite à la mission conjointe commanditée par madame la ministre d'une part au Conseil général de l'économie, de l'industrie, de l'énergie et des technologies, et d'autre part au Conseil général de l'Environnement et du Développement durable.

Selon le courrier qui leur a été adressé en ce sens par madame la ministre en date du 4 juillet 2014, également ci-joint en copie, cette mission conjointe est destinée à faire un premier bilan de la mise en œuvre du nouveau dispositif de garanties financières, au regard des premiers retours semblant montrer de réelles difficultés rencontrées par de nombreux exploitants pour constituer ces garanties dans le contexte économique actuel.

L'objectif de cette mission est double :

- analyser dans un premier temps l'impact financier pour les exploitants concernés, dont le coût des différentes garanties en fonction de leur forme choisie par les exploitants, ainsi que la capacité des opérateurs bancaires ou d'assurance à proposer une offre satisfaisante en la matière,
- formuler dans un second temps des propositions de simplification du dispositif, après examen en particulier de la possibilité de mutualiser les différentes formes de garanties financières, afin de limiter l'impact financier de ces garanties sans pour autant réduire le niveau de protection environnementale.

Cela étant, et comme rappelé dans le présent rapport, la mise en place des garanties financières résulte de dispositions législatives et réglementaires qui s'appliquent de plein droit et qui aujourd'hui ne laissent pas de latitude particulière en terme d'échéancier ou de conditions de mise en œuvre.

En conséquence, nous ne pouvons que proposer à monsieur le préfet de la Haute-Savoie de prescrire la constitution de ces garanties à la HACER Traitements de Surface, sur la base du projet d'arrêté soumis à l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de la Haute-Savoie lors de sa séance du 12 novembre 2014.

Le chef de subdivision



D. LUCAS

L'inspecteur de l'environnement
Inspecteur référent du site

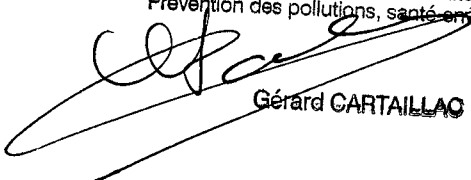


F. VIALETES

Vu, adopté et transmis, à Lyon le - 2 FEV. 2015

La directrice régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement

L'Adjoint au Chef d'Unité
Prévention des pollutions, santé-environnement



Gérard CARTAILLIAC



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
ET DE L'ÉNERGIE

La ministre

Paris, le

4 - IIIII 2014

Messieurs les vice-présidents,

Dans le contexte de la mise en liquidation judiciaire de Métaleurop Nord en 2003, qui a laissé derrière elle un passif environnemental très conséquent et dont la coûteuse réhabilitation a été cofinancée par les pouvoirs publics et le repreneur du site, un débat sur la prise en charge du passif environnemental des sociétés liquidées a eu lieu au Parlement, à l'occasion du vote de la loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages. Les articles L. 516-1 et L. 516-2 du code de l'environnement prévoient l'obligation pour les exploitants de certains types d'installations classées de constituer des garanties financières pour couvrir les coûts de la mise en sécurité du site, consécutive à la cessation d'activité.

Un rapport commun du Conseil Général des Mines, de l'Inspection Générale de l'Environnement et de l'Inspection Générale des Finances avait été réalisé en 2004 pour préparer la mise en œuvre du dispositif.

Le décret d'application de cette loi a été publié le 5 mai 2012 (Décret n°2012-633 du 3 mai 2012 relatif à l'obligation de constituer des garanties financières en vue de la mise en sécurité de certaines installations classées pour la protection de l'environnement) pour assurer la mise en sécurité de certaines installations lors de leur cessation d'activité.

M. Luc ROUSSEAU

Monsieur le Vice président du Conseil général de l'économie,
de l'industrie, de l'énergie et des technologies
Ministère de l'Economie, du Redressement productif et du Numérique
Bâtiment Necker - Télédock 792
120 rue de Bercy
75572 Paris cedex 12

M. Patrice PARISÉ

Monsieur le Vice-président du Conseil général de l'Environnement
et du Développement durable (CGEDD)
Tour Pascal B
92055 La Défense cedex

Ces garanties viennent en complément de celles existant déjà pour un certain nombre d'installations classées : les installations relevant de la directive SEVESO (remise en état après accident), les carrières et les installations de stockage de déchets (remise en état en fin d'activité).

Ces garanties financières immédiatement exigibles pour les installations nouvelles devront être constituées de manière progressive, pour les installations existantes, à compter du 1er juillet 2014, sur le fondement de calculs qui devaient être remis à l'administration avant le 31 décembre 2013.

Le décret du 3 mai 2012 a, par ailleurs, instauré de nouvelles formes de garanties financières (fonds de garanties privés, consignation à la Caisse des dépôts et consignations, garanties par la maison mère...) utilisables pour tous les types de garanties financières prévus au R. 516-2 du code de l'environnement.

Les modalités de calculs de ces garanties financières ont fait l'objet d'échanges entre l'administration et les représentants industriels et ont normalement pu être clarifiées. En revanche, les premiers retours semblent montrer que de nombreux exploitants rencontrent de réelles difficultés pour constituer ces garanties financières dans le contexte économique actuel.

Nous vous demandons de bien vouloir diligenter une mission conjointe afin de faire un premier bilan de la mise en œuvre de ces nouveaux dispositifs de garanties financières applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement.

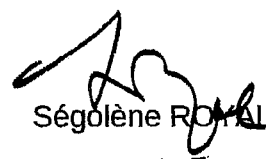
Dans un premier temps, il conviendra d'analyser l'impact financier pour les exploitants de la constitution des garanties financières. A cette fin, vous veillerez à rassembler des éléments indicatifs du coût des différentes garanties en fonction des différentes formes de garanties choisies par les exploitants, ainsi que de la capacité des opérateurs bancaires ou d'assurance à proposer une offre satisfaisante en la matière.

Dans un second temps, la mission devra formuler des propositions de simplification du dispositif. En particulier, la possibilité de mutualiser les différentes formes de garanties financières afin de limiter l'impact financier de ces garanties pour les exploitants, sans pour autant réduire le niveau de protection environnementale, sera examinée.

Le rapport final est souhaité pour le 1er septembre 2014.

La DGPR se tient à votre disposition pour préciser le cahier des charges de votre mission et vous fournir tout élément utile.

Je vous prie de recevoir, Messieurs les vice-présidents, l'expression de mes salutations les meilleures.



Ségolène ROYAL



MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ÉNERGIE

*Direction générale de la
prévention des risques*

*Service des risques
technologiques*

*Sous-direction des risques
chroniques et du pilotage*

Bureau du sol et du sous-sol

Référence : BSSS/2014-228/EF

Vos réf. :

Affaire suivie par :

Emilie FAVRIE

Tél : 01 40 81 92 19 - Fax : 01 40 81 10 53

Mél : emilie.favrie@developpement-durable.gouv.fr

Paris, le

26 SEP. 2014

**La directrice générale de la prévention des
risques**

à

**Mesdames et Messieurs les directeurs
régionaux de l'environnement, de
l'aménagement et du logement**

**Messieurs les directeurs de
l'environnement, de l'aménagement et du
logement**

**Monsieur le directeur régional et
interdépartemental de l'environnement et
de l'énergie**

Objet : Installations classées – Instruction des calculs garanties financières

Compte tenu de diverses remontées concernant les difficultés de mise en œuvre du dispositif de garanties financières pour assurer la mise en sécurité de certaines installations, le présent courrier vise à préciser certaines modalités d'instruction de ces dossiers.

En premier lieu, bien que ma note du 20 novembre 2013 précise des montants forfaitaires, notamment pour le gardiennage et la surveillance, je vous invite à examiner avec une certaine souplesse les devis proposés par les exploitants, même s'ils portent sur des montants inférieurs, dès lors que ces devis présentent une certaine crédibilité.

Par ailleurs, dans l'attente d'une modification de l'arrêté du 31 mai 2012 fixant la liste des installations soumises à garanties financières au titre du 5° du R. 516-1, qui visera à les enlever du dispositif, je vous invite à suspendre l'instruction et la signature des arrêtés préfectoraux concernant les installations de traitement des véhicules hors d'usages (rubriques 2712).

Enfin, je vous invite à ne pas relancer les exploitants pour la fourniture des attestations de constitution de garanties financières. Je compte, en effet, proposer également un ajustement du délai de constitution des garanties financières.

Une mission du CGEDD et du CGEJET a été commanditée sur ce dispositif. Je vous tiendrai informés des suites de cette mission et de la position à tenir sur le dossier des garanties financières.

La directrice générale de la prévention des
risques, déléguée aux risques majeurs

Patricia BLANC

